

CAI
HW
-Z300

Division of Pension Credits

Canada Pension Plan

3 1761 11557243 0



The Canada Pension Plan, which started in January 1966, is a contributory social insurance program designed to help people who work in Canada build a better future for themselves and their families by providing a basic level of protection against the contingencies of retirement, disability and death. The Plan operates in all parts of Canada, except in the Province of Quebec, which has its own similar pension program. However, the two Plans are closely coordinated so that contributors are protected wherever they may work in Canada.



Coverage

The Canada Pension Plan covers nearly all types of employment in Canada on a compulsory basis. To have coverage for any particular year, however, you must be between the ages of 18 and 70 and must have earnings above a minimum level called the Basic Exemption.

A limited number of types of employment are not covered, such as employment by your spouse or employment as an exchange teacher from another country. For further information as to whether or not a certain type of employment is covered, you should contact your District Taxation Office of the Department of National Revenue. This Department looks after coverage and contributions under the Canada Pension Plan.

Contributions

You contribute on employment income only, which is salaries, wages or self-employed earnings. Contributions are required only on that part of your earnings between the Basic Exemption mentioned above and an earnings ceiling called the Year's Maximum Pensionable Earnings. You cannot contribute on earnings in excess of the Year's Maximum Pensionable Earnings. The rate of contributions for an employee is 1.8 per cent, with an equal contribution from the employer. A self-employed person contributes at the rate of 3.6 per cent.

Record of earnings

Every employee or self-employed person who contributes to the Canada Pension Plan may request, once a year, to be informed of the amount of pensionable earnings shown to his or her credit in the official Record of Earnings. Your record is maintained under your surname and Social Insurance Number; therefore, you should ensure that T4 slips received from your employer show the surname and Social Insurance Number exactly as written on your Social Insurance Number Card. In addition, income tax records for both employed and self-employed individuals should also show the correct Social Insurance Number and surname.

The amount of pensionable earnings recorded in the official Record of Earnings in any one year is referred to as a "Pension Credit".

Division of CPP Pension Credits Upon Termination of Marriage

Pension Credits earned by one or both spouses during their years of marriage may be divided equally between them upon marriage dissolution, that is, upon divorce or legal annulment. This provision is intended to ensure CPP protection for the contingencies of disability, death and retirement for a spouse working at home and any dependent children in the event of marriage dissolution.

Eligibility

To be eligible for a division of pension credits, the following conditions are required:

- 1 the legal termination of marriage must have taken place on or after January 1, 1978.
- 2 the spouses must have lived together for a minimum of 36 consecutive months during the marriage.
- 3 the legal termination must be recognized by Canadian law.
- 4 an application must be submitted within 3 years of the effective date of the dissolution of marriage.

Application

The credit sharing is not automatic. An application must be submitted by one of the two parties through a CPP District or Local Office. Both parties will be notified of the results and they will receive a statement reflecting earnings credited to them before and after the division. The applicant will then have 30 days to withdraw if he or she wishes to do so.

Documentation required

At the time of application, documentation will be required in relation to the Social Insurance Numbers, the proof of age, and proof of marriage and divorce or legal annulment.

Appeals

Both parties have the right to appeal a decision made about the division of credits.

District and local offices

The Canada Pension Plan has District Offices in the larger centres across Canada, except in the Province of Quebec. Through these offices you can obtain further information and help in applying for benefits. In addition, the Plan operates Local Offices in many smaller centres which are staffed on a part-time basis. Please feel free to consult with the staff at any of these offices with regard to any Canada Pension Plan matter.

This brochure contains general information only. When questions arise, the Canada Pension Plan Act and Regulations must govern.

Published by authority of
the Minister of National Health and Welfare

1/81

Régime de pensions du Canada

Partage des crédits de pensions

Inauguré en janvier 1966, le Régime de pensions du Canada est un programme d'assurance sociale s'appuyant sur des cotisations. Il a pour but d'aider les personnes travaillant au Canada à bâtir un avenir meilleur pour elles-mêmes et leur famille en assurant aux cotisants une protection minimale en cas de retraite, d'invalidité et de décès. Ce régime fonctionne dans tout le pays, sauf dans la province de Québec qui possède son propre régime de pensions similaire à celui de l'administration fédérale. Néanmoins, ces deux régimes sont étroitement coordonnés afin que les cotisants soient protégés partout au Canada.

Portée du Régime

Le Régime de pensions du Canada s'applique obligatoirement à presque tous les emplois exercés au Canada. Pour participer au Régime dans une année donnée, vous devez avoir entre 18 et 70 ans et gagner au-delà d'un niveau minimal appelé «exemption de base».

Cependant, certains emplois ne sont pas assujettis au Régime; c'est le cas, par exemple, d'un emploi où l'employeur est votre conjoint, et d'un emploi comme enseignant venant d'un pays étranger dans le cadre d'échanges, pour ne citer que ceux-là. Pour plus de renseignements au sujet des genres d'emploi non prévus par le Régime, veuillez consulter votre bureau régional de l'impôt du ministère du Revenu national, qui est responsable des cotisations et de la portée du Régime de pensions du Canada.

Cotisations

Vous ne cotisez que sur des revenus provenant d'un emploi, c'est-à-dire les salaires et traitements, ou les revenus d'un travail indépendant. Des cotisations sont requises seulement sur la portion de vos gains entre «l'exemption de base» mentionnée ci-dessus et un plafond de gains appelé «gains admissibles». Vous ne pouvez pas cotiser sur des gains qui dépassent le montant maximal des gains admissibles. Les cotisations versées par l'employé doivent égaler celles des employeurs. Les employeurs cotisent un montant égal à 1,8% des gains annuels admissibles de leurs employés. Si vous travaillez à votre propre compte, vous devez cotiser au taux de 3,6%.

Registre des gains

Tout employé ou toute personne travaillant à son propre compte et qui cotise au Régime de pensions du Canada peut demander, une fois l'an, de connaître le montant des gains admissibles qui lui sont crédités au registre des gains. Votre dossier est identifié par votre nom de famille et votre numéro d'assurance sociale; vous devez donc vous assurer que les bordereaux T4 remis par votre employeur indiquent vos nom et numéro d'assurance sociale tels qu'ils apparaissent sur votre carte d'assurance sociale. Par ailleurs, la même exigence s'applique à votre déclaration d'impôt sur le revenu, que vous soyez un employé ou un travailleur autonome. Les personnes désirant s'assurer que leurs gains et cotisations au Régime leur sont crédités correctement, rempliront une demande de relevé de gains auprès du bureau régional ou local du Régime de pensions du Canada le plus près. Le personnel de ces bureaux se fera un plaisir d'aider les cotisants pour toute question relative au registre des gains et au numéro d'assurance sociale.

Le montant des gains admissibles inscrit au Registre officiel des gains pour une année donnée s'appelle un «crédit de pension».

Partage des crédits de pensions du R.P.C. à la dissolution du mariage

Les crédits de pensions acquis par l'un des conjoints, ou par les deux, au cours de leur mariage, peuvent être répartis entre eux en deux parties égales, à la dissolution de leur mariage, c'est-à-dire en cas de divorce ou d'annulation légale. Cette disposition vise à assurer la protection du R.P.C., dans les cas d'invalidité, de décès et de retraite, à un conjoint travaillant au foyer et à tout enfant à charge, en cas de dissolution du mariage.

Admissibilité

Pour avoir droit au partage des crédits de pension, les conditions suivantes sont requises:

- 1 la cessation légale du mariage doit avoir été prononcée à compter du 1er janvier 1978;
- 2 les conjoints doivent avoir cohabité pendant une période minimale de 36 mois consécutifs au cours de leur mariage;
- 3 la cessation légale doit être reconnue par la législation canadienne;
- 4 une demande de partage doit être présentée dans les trois (3) ans qui suivent la date de dissolution du mariage.

Demande

Le partage des crédits ne s'effectue pas automatiquement. Une demande doit être présentée à cet effet par l'une des deux parties, par l'entremise d'un bureau local ou de district du R.P.C. Les deux parties seront informées des résultats et elles recevront un relevé indiquant les gains crédités avant et après le partage. Le requérant aura alors trente (30) jours pour annuler sa demande s'il le désire.

Documents requis

La demande devra être accompagnée de documents indiquant le numéro d'assurance sociale, la preuve de l'âge et la preuve du mariage et du divorce ou de l'annulation légale.

Appels

Les deux parties ont le droit d'en appeler d'une décision prise relativement au partage des crédits.

Bureaux régionaux et locaux

Le Régime de pensions du Canada a des bureaux régionaux partout au Canada, sauf au Québec. Le personnel de ces bureaux est en mesure de vous fournir plus de renseignements et de vous aider à remplir votre demande de prestation. De plus, le Régime dispose de bureaux locaux dans de nombreuses villes de moindre importance. Le service de ces bureaux est assuré à temps partiel. N'hésitez pas à consulter le personnel d'un de ces bureaux pour toute question relative au Régime de pensions du Canada.

Ce dépliant ne renferme que des renseignements généraux. En cas de difficulté, la Loi sur le Régime de pensions du Canada et ses règlements prévalent.

Publication autorisée par le ministre
de la Santé nationale et du Bien-être social

1/81